



CE MOIS-CI
À L'INTÉRIEUR

**Retards aux
prêts-bourses**

PAGE 3

**Manifestation
contre
l'Apartheid**

Plusieurs milliers
d'étudiantes et
d'étudiants ont
marché sur les
capitales
européennes.

PAGE 3

**Le RAJ en
action**

La préparation des
États Généraux va
bon train

PAGE 5

**L'AFEUS fête
ses 25 ans**

PAGE 2

**Le transport en
commun à
Montréal**

Qui va payer la
note?

PAGE 8

POUR UNE TOURNÉE D'UN MOIS

Les jeunes Sandinistes arrivent au Québec

MONTRÉAL — Les jeunes Sandinistes sont enfin arrivés! En effet, Orlando Tardencilla et Roger Sanchez sont au Québec depuis le 3 octobre dernier, journée de leur arrivée à l'aéroport de Mirabel. Durant tout le mois, ils parcourront différentes villes du Québec et du Canada et auront ainsi l'occasion de participer à de nombreuses conférences ou rencontres avec divers groupes. Cette «Tournée de la Jeunesse Sandiniste» est due à une Coalition de groupes de jeunes et de solidarité internationale, plus d'une trentaine, qui travaille à ce projet depuis plus de huit mois.

«Pour nous, explique Alain Bissonnette, du Secrétariat national de la Tournée, c'est la concrétisation d'un long processus, d'une longue démarche dont on espère beaucoup. Si on se fie aux premières réactions et aux nombreuses activités que les gens organisent à travers le Québec, cette Tournée va être un franc succès.»

Les organisatrices et les organisateurs de la Tournée, poursuit M. Bissonnette, espèrent que toutes ces activités pourront faire connaître un

peu mieux la situation qui prévaut au Nicaragua, six ans après le renversement de la dictature de Somoza par le Front sandiniste pour la libération nationale.»

Orlando Tardencilla, 22 ans, est député à l'Assemblée nationale du Nicaragua et Roger Sanchez, 25 ans, est caricaturiste au journal *Barricada*. Tous deux sont membres de la «Juventud Sandinista — 19 de julio» qui est le «bras» jeune du Front sandiniste.

Outre Orlando et Roger, une représentante des jeunes Sandinistes, Nubia Navarro, doit également venir au Québec et au Canada. Un problème de billets d'avion a toutefois retardé son départ de Managua, au Nicaragua.

La Tournée de la Jeunesse Sandiniste a été officiellement lancée le 6 octobre par la tenue d'une conférence de solidarité sur la lutte des jeunes au Nicaragua. Quelque 120 personnes étaient présentes à cette journée. «Cela augure bien pour le reste du mois, se réjouit M. Bissonnette, c'est vraiment très encourageant.»



Orlando Tardencilla et Roger Sanchez, membres de la Jeunesse Sandiniste du Nicaragua, sont au Québec pour un mois (autres informations en pages 6-7).

Les jeunes Sandinistes se rendront entre autres à Sherbrooke, à Montréal, à Québec, à St-Hyacinthe, à Joliette, à St-Jérôme. Roger Sanchez se rendra également dans le Canada anglais, entre autres à Toronto.

En plus de l'objectif d'information et de sensibilisation, la Tournée veut permettre la collecte de

matériel pour le Nicaragua. Toutes les personnes sont invitées à faire un don, au plus tard le 23 novembre. Pour obtenir une liste exhaustive du matériel nécessaire ou pour plus d'informations, il est possible de communiquer avec le Secrétariat national de la Tournée, 1581, rue Dufresne, Montréal (Québec) H2K 3J6. Tél.: (514) 526-5449.

LES COUPURES DE BUDGET

DANS LES CEGEP ET LES UNIVERSITÉS

«Donnez-nous de l'oxygène!»

par François Giguère

Vous vous endormez dans vos cours? Vous avez de la difficulté à vous concentrer plus de 30 à 45 minutes? Vous développez des allergies ou des troubles respiratoires? Vos verres de contacts ne tiennent plus? Dites-vous bien que ce n'est pas vous qui êtes malade mais plutôt les administrateurs et administratrices des écoles primaires secondaires et des CEGEP et universités. En effet, le plus grand mal de notre temps, la «coupure budgétaire aigüe» s'en prend maintenant à la qualité de l'air dans les maisons d'enseignement.

C'est depuis l'écllosion de la crise énergétique, que les propriétaires d'immeubles se sont lancés dans des démarches visant à éliminer les pertes de chaleur et à couper le plus possible dans les factures énergétiques. Rien de très mauvais jusque là. Sauf que le gouvernement s'en mêle et décide d'effectuer des coupures. C'est ainsi que le ministère de l'Éducation supérieure, de la Science et de la Technologie

(CEGEP et universités) a, au moyen de primes offertes aux institutions les plus «coupan-tes», mis en compétition les maisons d'enseignement post-secondaires.

Lancées dans une compétition artificielle, les administrations prennent toutes les mesures imaginables pour «couper dans la facture de chauffage». Premièrement on n'admet que très peu d'air frais de l'extérieur (et parfois pas du tout) et ce, surtout en hiver, l'air froid devant être chauffé, ce qui engendre des dépenses énergétiques!

C'est ainsi que, cours après cours, les usagers et usagères des CEGEP et universités respirent toujours le même air, chargé des émanations de centaines et de milliers de personnes, des laboratoires, des cigarettes, etc. De cette situation découlent maux de tête, fatigue, manque de concentration.

Dans un deuxième temps, le fonctionnement des systèmes de ventilation est interrompu dès la fin des cours pour n'être remis en marche que quelques minutes

avant le début de la journée suivante. Aucune ventilation n'est effectuée durant les fins de semaine. Conséquemment, c'est toujours le même air vicié que nous respirons jour après jour.

L'entretien du matériel, les filtres en particulier, représente un autre problème de taille. Un système mal entretenu peut engendrer le développement de bactéries et leur propagation par le système de ventilation, ce qui peut engendrer des épidémies (cf.: la maladie du Légionnaire). Encore une fois afin d'économiser, le fonctionnement des filtres est simplement interrompu. Il n'est pas rare de voir des filtres encrassés au point de se demander comment l'air peut y circuler... et dans quel état il en ressort!

Il est plus qu'évident que cette course à l'économie a des impacts négatifs importants sur la santé des étudiantes et des étudiants, des enseignantes et enseignants ainsi que sur le personnel en général. Nous n'avons qu'à penser aux employées et employés de soutien qui travaillent

de soir et de nuit avec des produits ayant des émanations toxiques et ce sans qu'il n'y ait aucune ventilation.

Ce qui est plus qu'évident, c'est que les politiques abusives de coupures énergétiques, attaquent gravement, non-seulement la santé des composantes des communautés collégiales et universitaires, mais handicapent aussi très sérieusement la qualité de l'enseignement. Ainsi selon une enquête réalisée par la Fédération nationale des enseignantes et des enseignantes du Québec (FNEEQ-CSN), la circulation et le renouvellement de l'air est le premier élément de mécontentement (52%) parmi les 12 facettes de l'environnement physique d'enseignement (air, éclairage, locaux, bruit; etc.).

Il ne fait pas de doute que la qualité de l'enseignement en prend pour son rhume dans un milieu où le manque d'air frais porte à la somnolence et diminue la concentration, où les bruits ambiants et la mauvaise acous-

(suite à la page 3)

ÉDITORIAL

Johnson ou Bourassa?

Il y a quelques jours déjà, le Parti Québécois se donnait un nouveau président, Pierre-Marc Johnson. C'était l'aboutissement d'une longue campagne qui devait permettre aux péquistes de remonter leur cote de popularité dans l'opinion publique, de renflouer les rangs et les coffres du Parti et, bien sûr, de donner à la formation un leader capable de battre Robert Bourassa lors des prochaines échéances électorales. Un nouveau mode d'élection du chef — «unique en Amérique du Nord»! — devait faciliter l'atteinte de ces objectifs, la visibilité du PQ devant augmenter pendant la campagne.

Même s'il a vu à rajeunir son image, le Parti Québécois n'aura en aucune façon réussi à faire oublier aux étudiantes et aux étudiants, aux travailleuses et aux travailleurs, aux sans-emploi, à la population en général, quels sont les intérêts qu'il défend en premier lieu, quels sont les intérêts qu'il défend véritablement.

Que les péquistes, les jeunes et les moins jeunes!, ne se leurent pas, la population ne sera pas dupe des discours de leur nouveau chef.

Les étudiantes et les étudiants, le jour du scrutin, n'oublieront pas la menace de dégel des frais de scolarité universitaires, les insuffisances du régime de prêts et bourses, l'adoption du Règlement des études collégiales et de la loi 32 sur l'accréditation et le financement des associations étudiantes, les coupures

drastiques dans des services pourtant essentiels, les personnels réduits à leur plus simple expression, donc moins accessibles.

Lorsque viendra le temps de voter aux prochaines élections, les travailleuses et les travailleurs, aussi, se souviendront: le salaire minimum gelé à 4\$/heure depuis 1981, la syndicalisation toujours aussi difficile, les emplois plus que jamais précaires, les coupures dans les services sociaux.

Les jeunes sans-emploi se rappelleront également le refus du gouvernement du Parti Québécois d'accorder la parité dans l'aide sociale avec les plus de trente ans, elles et ils se refuseront à continuer à nager ainsi dans la bassin de main-d'oeuvre à bon marché, où il faut souvent travailler pour à peine 2,50\$/heure.

Lors du scrutin général, les femmes, de leur côté, auront en tête les importants reculs qu'elles ont subis sous le gouvernement péquiste. Elles essaieront en vain de se rappeler des politiques du gouvernement qui leur ont été, d'une quelconque manière, utiles.

Définitivement, le Parti Québécois, n'a pas, et n'aura pas, ne fusse que d'une infime parcelle, l'appui de la population.

Le chef du Parti Libéral du Québec, Robert Bourassa, — évidemment — se réjouit des déboires du Parti Québécois. Cependant,

ses appuis ne sont guère plus nombreux et plus solides.

Le PLQ n'est-il pas le parti qui, sous la gouverne de Robert Bourassa, a instauré la discrimination dans l'aide sociale pour les moins de trente ans? Robert Bourassa n'a-t-il pas déjà très clairement démontré qui lui et son Parti soutiennent, et vice versa?

Le Parti Libéral du Québec peut apparaître, dans le contexte politique actuel, comme une alternative valable. Par exemple, son dernier Congrès votait contre le dégel des frais de scolarité dans les universités et pour la parité dans l'aide sociale. Cela demeure une bien mince assurance, toutefois: quand, dans les faits, le Parti Libéral a défendu la parité dans l'aide sociale? Ces promesses ressemblent étrangement à la gratuité scolaire que le PQ est supposée mettre de l'avant. La gratuité scolaire fait partie de son programme. Et pourtant...

N'oublions pas qu'un éventuel gouvernement du Parti Libéral ne serait en aucune façon lié par les décisions de son Congrès et s'empresserait plutôt d'augmenter, au profit des compagnies, le bassin de main-d'oeuvre à bon marché. Après les avoir élus, la population n'a jamais eu quelque contrôle que ce soit sur les gouvernements. Les actuels partis qui rétentent pouvoir représenter la population ne changeront rien à cela. Ils ne sont pas issus de la population.

Si ni le Parti Québécois, ni le Parti Libéral du Québec ne sont des alternatives valables pour la population québécoise, qu'est-ce qui peut alors être mis de l'avant? Est-il possible, une fois encore, de se contenter du «moindre mal»?

L'ANEQ, lors de son dernier Congrès, posait ce problème et résolvait de mettre de l'avant l'idée de candidatures ouvrières, populaires, féministes et jeunes, des candidatures véritablement issues de la population, qui reprendront les revendications des différents groupes et organisations combattives, pour les porter sur le terrain politique et poser sérieusement la question du pouvoir.

Il ne faut pas penser, bien sûr, que ces candidates, ces candidats, seront élu-e-s. Non. Mais il est impossible d'accepter que seulement le Parti Québécois et le Parti Libéral se disputent les suffrages et utilisent pour eux seuls cette tribune que représentent les élections générales. Il serait inacceptable de laisser de tels partis défendre nos revendications et les récupérer.

Il est plus que jamais pressant de montrer que de Johnson ou de Bourassa, aucun ne peut prétendre défendre les intérêts réels de la population. Quelle différence y a-t-il à mettre bonnet blanc ou un blanc bonnet?

Johnson? Bourassa? des candidatures ouvrières, populaires féministes et jeunes? Poser la question, c'est donner la réponse.

Le Conseil exécutif de l'ANEQ

À L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

L'AFEUS fête ses vingt-cinq ans

Par Guy La Rochelle

Sherbrooke — Une semaine entière d'activités culturelles, sociales et politiques est venue souligner la célébration du vingt-cinquième anniversaire de l'Association fédérative des étudiantes et étudiants de l'Université de Sherbrooke. Ces activités rappelaient, ainsi, un anniversaire important pour la seule association francophone qui a survécu à la dissolution de l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ) à la fin des années 60. L'AFEUS, malgré les hauts et les bas qui caractérisent les associations étudiantes, a su braver le temps et maintenir des activités, des services et défendre les droits et intérêts de ses membres.

Depuis vingt-cinq ans, l'AFEUS est reconnue pour

son dynamisme et son implication dans le milieu. Elle a participé à l'ensemble des débats importants qui ont soulevé le mouvement étudiant (mouvement pour l'indépendance du Québec, gratuité scolaire, syndicalisme étudiant versus corporatisme étudiant...) et encore aujourd'hui, elle est au coeur des activités étudiantes autant sur le campus qu'au niveau national. Elle a gardé son caractère démocratique qui la caractérise. Elle ne s'est jamais démarquée au niveau des actions d'éclats, mais plus dans la constance de ses pressions pour promouvoir et défendre les droits de ses membres. L'AFEUS est active au sein de l'ANEQ depuis plusieurs années et sait y faire valoir ses positions.

La semaine d'activité, organisée dès la rentrée, comportait

une conférence sur l'orientation de l'Université dont le nouveau recteur de l'Université de Sherbrooke, M. Cabana, était l'orateur invité; un spectacle mettant en vedette Michel Rivard; un party anniversaire; une soirée d'expression des femmes où France Théorêt et Louky Bersianik ont participé; pendant toute la semaine, un café étudiant, le «Nombril» et plusieurs autres activités. L'ensemble des activités ont été un succès et l'AFEUS a «volé» la rentrée où elle a été omniprésente aussi en information sur le campus.

Ces festivités lançaient les activités de l'AFEUS pour l'année. Elle entend être plus dynamique que jamais et à cette fin, elle a entrepris une série de conférences-débats sur des thèmes d'actualité tels: le droit à

l'éducation, les jeunes en lutte pour la paix en Amérique centrale - Nicaragua libre, être jeune en Afrique du Sud, etc. Elle relance aussi son journal hebdomadaire pour mieux diffuser les débats qui se passent dans ses instances et participe activement au journal étudiant du

campus, *Le Collectif*.

Vingt-cinq ans de passé pour l'AGEUS, FEUS, AFEUS (les trois noms qu'a portés l'association au fil des ans), un passé démocratique et dynamique. Un avenir tout aussi actif lui apparaît, et c'est dans cette voie que l'association s'oriente.

LE QUÉBEC ÉTUDIANT

Le québec ÉTUDIANT présente chaque mois les événements du mouvement étudiant, du monde de l'éducation, du mouvement de la jeunesse, de la société. Seul journal étudiant national au Québec, il est indispensable à toutes celles et à tous ceux qui veulent connaître les «points de vue étudiants». Pour être assuré-e de toujours en avoir une copie, chaque mois, ABONNEZ-VOUS!

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom:

Adresse:

Code postal: Ville:

Je vous règle la somme de 10\$ pour mon abonnement d'un an (8 à 10 numéros) au québec ÉTUDIANT

Envoyez votre règlement à: LE QUÉBEC ÉTUDIANT - Abonnements - 1581, rue Dufresne, MONTRÉAL (Québec) H2K 3J6.

le québec
ÉTUDIANT



le québec ÉTUDIANT est le journal officiel de l'Association Nationale des Étudiants et Étudiantes du Québec (ANEQ). Distribué dans les institutions d'enseignement où l'association étudiante est membre de l'ANEQ (ainsi que dans un certain nombre d'autres institutions), ce numéro du q.É. est tiré à 25 000 exemplaires.

Redaction: Jean-Guy Bérubé, Claude Dionne, François Giguère, Jean-Pierre Paquet, Guy La Rochelle, Pierre Beaugard, Nancy Doucet.
Maquettes: Claude Dionne.
Photocomposition et montage: Interlitho Inc.
Impression: Interlitho Inc.
Publicité: PUBLI-PEQ, (514) 526-0235.
Bureau de rédaction: 1581, rue Dufresne, Montréal, H2K 3J6. Tél.: (514) 526-5449.
Dépôt légal à la Bibliothèque Nationale du Québec et à la Bibliothèque Nationale du Canada.
ISSN-705-3096.
le québec ÉTUDIANT est un membre fondateur de la Presse étudiante du Québec (PEQ).

ERRATUM

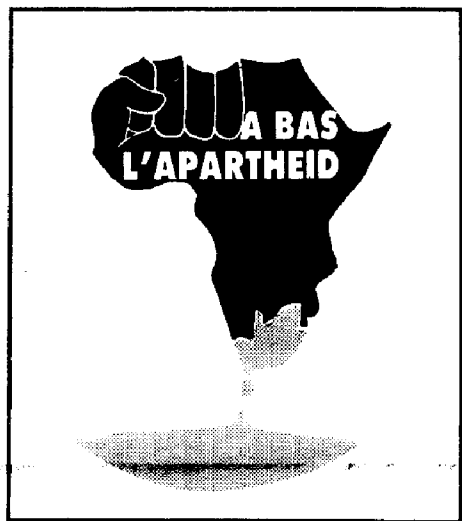
Une coquille s'est glissée dans l'éditorial de notre dernier numéro (Vol., n° 2, page 2).

Nos lectrices et nos lecteurs auront compris que l'éditorial s'inscrivait en faux, non pas contre le droit à la presse, mais contre le droit à la *parese*. La rédaction du québec ÉTUDIANT s'excuse des malentendus que cette erreur a pu entraîner.

À bas l'apartheid!

(CD) 20 000 personnes, pour la plupart des lycéennes, des lycéens et des étudiantes, étudiants, ont participé, à Paris, à une manifestation pour dénoncer le régime d'apartheid en Afrique du Sud. Cette manifestation qui avait lieu le jeudi, 26 septembre «est la plus importante à voir eu lieu à Paris sur cette question», souligne Alexis Moure, porte-parole de l'UNEF-ID, l'Union nationale des étudiants de France (indépendante et démocratique), qui organisait la manifestation.

«C'est plus de 70 organisations qui ont pris part à la manifestation: des regroupements de travailleurs émigrés, des syndicats, des mouvements anti-apartheid



et anti-racistes», précise M. Moure, rejoint par téléphone par le QUÉBEC ÉTUDIANT.

Les manifestantes et les manifestants qui se dirigeaient vers l'ambassade de l'Afrique du Sud scandaient «À bas l'apartheid» et exigeaient des sanctions économiques contre le régime de Pieter Botha.

«C'était une belle manif. Spontanément, des lycéens ont trouvé et scandé bien fort: 'l'apartheid n'a qu'une couleur, celle du sang'», ajoute le porte-parole de l'UNEF-ID.

D'autres manifestations avaient lieu simultanément dans d'autres villes françaises ainsi que dans plusieurs capitales européennes, entre autres, à Vienne et à Stockholm où les contingents des manifestations ont toutefois été moins importants.

La manifestation parisienne, outre l'UNEF-ID qui l'organisait, était soutenue par une trentaine d'organisations anti-racistes et de solidarité internationale; entre autres, SOS Racisme, dont la campagne «Touche pas à mon pote» a connu un succès inespéré.

À souligner aussi, la participation de l'ANC et de la SWAPO, deux organisations sud-africaines qui luttent pour mettre fin au régime d'apartheid.

RETARDS DANS LE RÉGIME DE PRÊTS ET BOURSES

La date limite reculée du 30 juin au 30 septembre?

La date limite pour présenter une demande de prêt-bourse a été reportée du 30 juin au 30 septembre, la Direction Générale de l'Aide Financière aux Étudiants étant actuellement prises entre le nouveau et l'ancien règlement relatif au non-respect des dates limites.

La DGAFE a tenté de faire modifier le règlement relatif au non-respect des dates limites. L'ancien règlement faisait en sorte que dès que l'étudiante ou étudiant ne respectait pas une date limite (envoi de sa demande de prêt-bourse, de la déclaration de situation réelle, etc.), il-elle se faisait couper presque automatiquement la moitié (50%) de l'aide financière accordée.

Si la DGAFE a décidé de

prolonger ainsi la période pour faire sa demande, c'est qu'elle a reçu un avis juridique du Ministère de l'Enseignement, de la Science et Technologie, avis lui expliquant que le nouveau règlement n'est pas légal. Ce nouveau règlement transforme la pénalité de 50% en pénalité proportionnelle selon l'importance du retard. Plus le retard sera grand, plus la pénalité sera grande. Cette forme de pénalité est illégale.

Cet avis paralyse complètement la DGAFE. Le nouveau

règlement n'étant pas légal, la DGAFE ne l'applique pas. Il semble que l'ancien pourrait aussi ne pas être légal, puisque la DGAFE ne tente pas de l'appliquer cette année.

Le Conseil Central de l'ANEQ étudie présentement la possibilité d'entreprendre un recours collectif contre la DGAFE afin que les étudiantes et étudiants qui ont été victime de l'ancien règlement puissent voir la couleur de leur argent.

S'il fallait que les tribunaux donnent raison à l'ANEQ, la

DGAFE serait obligée de remettre plusieurs centaines de milliers de dollars aux étudiantes et étudiants qui ont été lésés par cette mesure discriminatoire au cours des dernières années.

Au printemps dernier, le 18ème Congrès de l'ANEQ a voté la publication d'un guide juridique sur l'aide financière aux étudiant-e-s. En ce sens, l'ANEQ procédera à l'étude des divers règlements en vigueur.

Jean-Guy Bérubé

GIRAFE a le cou tordu

Il semble que le nouveau système informatisé de la Direction Générale de l'Aide Financière aux Étudiants, «GIRAFE 2000», cause de sérieux problèmes aux fonctionnaires chargés d'émettre les certificats de prêts.

L'ANEQ avait été informée, il y a déjà deux ans, que l'entrée en service de GIRAFE nécessiterait un «black out» d'environ cinq semaines et, par le fait même, retarderait l'émission des prêts. Même si il y a effectivement des retards, on nous dit que 1985-86 sera une année très moyenne à ce chapitre.

Si les fonctionnaires de la DGAFE réussissent à opérer convenablement GIRAFE 2000, il n'y aura aucun retard l'an prochain, ce qui constituerait une première dans l'histoire!

Les étudiantes et les étudiants qui n'ont pas encore reçu leur prêt ou accusé-réception peuvent contacter leur association étudiante ou le Service d'aide financière de leur institution pour avoir des renseignements.

Cinquante personnes présentes à la session de l'ANEQ

par François Giguère

C'est plus de quinze associations étudiantes qui ont participé à la session de formation et d'information que l'Association nationale des étudiantes et des étudiants du Québec (ANEQ) tenait les 28 et 29 septembre derniers au CEGEP de Limoilou.

Cette session fut une occasion pour les quelque 50 participantes et participants provenant d'universités et de CEGEP de discuter des sujets aussi variés que le droit à l'éducation, les relations entre les associations étudiantes et les administrations, les problèmes locaux, etc. Pendant la première journée, qui portait plus spécifiquement sur le droit à l'éducation (accessibilité, qualité et orientation) de nombreux éléments ont été débattus. Ainsi l'accessibilité a été évaluée non seulement en terme de prêts et bourses et de frais de scolarité mais aussi en abordant les questions de logement étudiant et les cafétérias, deux services dispendieux et souvent de faible qualité.

Des débats ont également eu lieu sur la qualité de l'enseignement que nous recevons.

«Quand on est 50 étudiants et étudiantes dans une classe, avec un ou une prof. qui a une charge de travail tellement lourde qu'il ou elle ne peut plus vraiment porter une attention particulière à chacun et chacune de ses élèves, quand le CEGEP en général est rempli à plus que sa capacité et que des coupures font qu'il n'y a presque pas de budget pour le matériel pédagogique, on peut assurément affirmer que la qualité de l'éducation ne se porte pas très bien» affirmait Patrice Bergeron du CEGEP Lionel-Groulx pendant un atelier sur le droit à l'éducation.

Pendant la deuxième journée de la fin de semaine, les sujets abordés furent le fonctionnement et le rôle des associations étudiantes ainsi que leurs relations avec l'administration. C'est entre autres par une simulation de négociation de re-

connaissance de l'association étudiante par l'administration que les participantes et les participants ont vu ou revu les barrières qui séparent souvent ces deux groupes.

Pour Claude Dionne, de l'exécutif de l'ANEQ, la session a été un succès. «Nous dressons un bilan généralement positif de cette fin de semaine puisqu'au niveau de la participation, certaines associations étudiantes que nous n'avions pas vu à nos activités depuis un certain temps étaient présentes. Beaucoup de personnes ont été intéressées par les débats et y ont grandement participé. Comme il fallait s'y attendre, toutefois, la session n'a pas atteint tous ses objectifs. Cela est normal. Ça signifie que la prochaine fois nous devons faire encore plus de préparations. Pour l'instant, nous pouvons compléter la session d'information et de formation en allant rencontrer les associations étudiantes qui étaient absentes et en continuant le travail déjà amorcé».

SELON UNE ENQUÊTE DE LA FNEEQ

Nos établissements ont besoin d'air

(suite de la première page) tique portent à la fatigue et à la distraction et où la propreté des locaux laisse à désirer.

Lors de l'enquête de la FNEEQ-CSN, plus de 80% des enseignantes et enseignants questionné-e-s étaient d'accord

pour affirmer que les problèmes soulevés ici affectent d'une manière significative la motivation au travail, et la qualité de l'enseignement. Toujours chez les enseignantes et les enseignants, 89% affirment que les mauvaises conditions matérielles d'ensei-

gnement nuisent à l'apprentissage des étudiantes et des étudiants.

Face à une semblable situation, que devons-nous faire? D'abord, enquêter, et ce, même si l'administration a tendance à cacher certains documents. Il est

également nécessaire d'en discuter avec les syndicats (les enseignantes et enseignants et les employées et employés de soutien). Des pressions doivent également être envisagées pour dire aux administrateurs et aux administratrices: «faites de l'air.»

UNE PÉTITION D'UN MILLION DE NOMS

Le Comité-femmes du CEGEP Lionel-Groulx lutte pour l'avortement

Isabel Larose est militante au Comité-femmes du CEGEP Lionel-Groulx depuis le mois de septembre 1985. C'est principalement afin d'intervenir sur le dossier de la pornographie qu'Isabel s'est impliquée. Elle désire ne pas se restreindre à une «militance de bureau» mais surtout intervenir dans son milieu afin de faire réfléchir les gens autour d'elle sur les questions qui touchent les jeunes.

Quel est le plan d'action du Comité-femmes du CEGEP Lionel-Groulx pour 1985-86?

Nous allons travailler pour qu'il y ait des cours de Wendo qui s'adressent aux femmes de la région et qui seraient dispensés par le CEGEP. Il y aura un atelier d'écriture automatique pendant lequel la population du CEGEP pourra s'exprimer sur différents thèmes comme le féminisme, la violence, les changements technologiques en passant par les conditions financières des femmes. De plus, nous tiendrons un atelier d'animation sur la pornographie et nous préparerons le lancement, conjointement avec l'association étudiante, d'une pétition pour le droit à l'avortement libre et gratuit.

Peux-tu nous expliquer ce que sera cette pétition?

C'est une riposte à la pétition que les Chevaliers de Colomb veulent faire circuler afin de supporter leur guérilla contre les acquis que les femmes du Québec ont obtenus concer-

nant l'avortement. Ils veulent ainsi montrer que le public supporte leur vue. Afin d'avoir une riposte adéquate, nous allons élargir l'objectif d'un million de signatures qu'ils se sont fixé et nous démontrerons une fois pour toutes comment se positionnent les Québécoises et les Québécois dans le débat sur l'avortement.

Un objectif d'un million de signatures est, avouons-le, très ambitieux pour une pétition locale.

Évidemment, nous ne nous restreindrons pas au CEGEP Lionel-Groulx et à la région environnante de Ste-Thérèse. Nous allons essayer de passer par le plus grand nombre de groupes de femmes, de syndicats, d'organismes populaires, et d'organisations de tout acabit voulant nous supporter. D'ailleurs, le travail avec la Coalition Québécoise pour le droit à l'avortement libre et gratuit est une éventualité fort prometteuse. De cette façon, notre objectif devient plus réaliste et la pétition sera d'ampleur nationale.

On sait que le Comité-femmes de Lionel-Groulx a été très impliqué dans la question de l'avortement en 1985. Quel bilan fais-tu de ces activités?

En effet, le Comité-femmes de Lionel-Groulx, conjointement avec l'Association générale des étudiantes et étudiants



du CEGEP Lionel-Groulx a mené et gagné une importante lutte pour le maintien des services d'avortement que dispensait le CLSC de Ste-Thérèse. C'est une lutte qui a demandé beaucoup d'efforts mais dont l'issue en valait la peine. Mais nous devons demeurer vigilantes car les Pro-vies sont plus présents au sein du Conseil d'administration du CLSC grâce à des Chevaliers de Colomb qui ont réussi à accéder à des

postes de représentants et représentantes des usagers et des usagères. Au cours de notre mobilisation, le Comité-femmes et l'association étudiante ont reçu des appuis de plus de 200 groupes à travers le Québec. Nous considérons que c'est déjà une très bonne base de départ pour établir des contacts lors de la diffusion de la pétition pour le droit à l'avorte-

ment libre et gratuit.

Toute personne désirant contacter le Comité-femmes du CEGEP Lionel-Groulx afin d'appuyer la pétition ou pour en organiser la diffusion, peut écrire à: Comité-femmes du CEGEP Lionel-Groulx, 100, rue Duquet, Ste-Thérèse (Québec) J7E 3Z3. Tél.: (514) 435-0662.

NOUVELLES BRÈVES

Les budgets de l'AECSH sont coupés

ST-HYACINTHE (CD) — Le budget de l'Association étudiante du CEGEP de St-Hyacinthe (AECSH) a été coupé de 9000\$ pour éponger une partie du déficit des services aux étudiants.

On se rappellera qu'à la fin de la dernière session l'association avait réussi à reprendre la gestion de ces services. L'administration du Collège en a donc profité pour éponger un déficit qu'elle avait accumulé au cours des dernières années. L'AECSH doit réagir bientôt à cette «amputation» de ses budgets.

Roger Delorme frappe encore!

SHERBROOKE (PEQ) — Un éditeur radiophonique s'en prend à l'ANEQ et aux militant-e-s étudiants. Il accuse les étudiantes et étudiants de «pleutres et de vauriens» sur la base que le gouvernement aurait perdu vingt-cinq (25) millions en prêts aux étudiant-e-s. Dans son éditorial, il affirme aussi que «celles et ceux qui crient le plus sont probablement celles et ceux qui étudient le moins et sont malhonnêtes». Il vise ainsi les militantes et militants de l'ANEQ qu'il nomme précisément.

Roger Delorme, auteur de cet éditorial radiophonique diffusé le 19 septembre dernier sur les ondes de CJRS et de CIMO à Sherbrooke, n'en est pas à ses premières attaques contre les étudiantes et étudiants et leur association. Déjà en 1978, lors de la grève des prêts et bourses, il accusait l'ANEQ de sortir les étudiantes et étudiants des cégeps et des universités avec des fusils soviétiques M-1!

Selon lui, les prêts et bourses servent à l'achat d'une voiture, d'un système de son, à monter un orchestre, à effectuer un voyage en Europe.

De telles opinions attaquent ouvertement une catégorie complète de la population du Québec. Après prise d'informations, il s'avert que seulement 3% des prêts ne sont pas remboursés. Les étudiantes et étudiants ont besoin des prêts et bourses auxquels elles et ils ont droit.

POET: Des impôts plutôt que des prêts?

MONTRÉAL (FG) — Depuis un certain temps, la Concordia University Students' Association (CUSA) fait la promotion d'un projet qui selon son concepteur, Pete Wheeland, permettra l'abolition des frais de scolarité et l'instauration d'un système de bourses étudiantes sans accroître les dépenses gouvernementales ou les impôts.

Le projet soumis à CUSA en juin 1985 et dont le nom est Post-Obligatory Educational Tax (POET), rendrait nul le coût de l'éducation post-secondaire et accorderait des bourses aux étudiants et étudiantes. Si l'impact sur les finances gouvernementales ne serait pas négatif, c'est parce que les fonds nécessaires à la réalisation du projet proviendraient des poches des personnes issues du système scolaire post-secondaire.

Loin de demander à chaque personne de fournir le même montant, les sommes à rembourser seraient calculées à partir du salaire du travailleur ou de la travailleuse. Le système proposé prévoit un plancher afin de ne pas faire payer les personnes n'ayant pas trouvé l'emploi ou étant à faible revenu.

Le Conseil Central de l'ANEQ est présentement en train d'étudier le projet, ses impacts et ses implications. Une position sera prise prochainement.

LES COMITÉS CULTURELS DES SAE

Vers des associations parallèles?

C'est en passant par tous les fronts et en utilisant toutes les armes que le gouvernement et les administrations locales ont décidé de décimer le mouvement étudiant organisé. Après la loi 32 et le retrait de la juridiction des associations étudiantes sur les services socio-culturels, un nouveau danger guette celles-ci. Des organisations étudiantes pilotées par les directions locales sont actuellement mises sur pied afin de retirer aux associations étudiantes la responsabilité d'organiser les activités étudiantes. Derrière ce geste des administrateurs-trices collégiaux, nous devons voir la volonté de retirer toute légitimité aux associations existantes et de leur substituer des groupes de services.

Dans au moins deux CEGEP, la Direction des services aux étudiants (DSAE) a mis sur pied (ou se prépare à le faire) des comités composés de représentants et de représentantes des différentes concentrations. Ces comités doivent faire des recommandations au «Conseil» ou sont présents un-e membre de services des sports, un-e du socio-culturel, le-la directeur-trice des services aux étudiants, un-e membre du comité de concentration et un-e représentante de l'association étudiante.

Selon Joël Ross, de l'association étudiante du CEGEP de Sept-Iles, «ces comités vont empiéter sur le rôle de l'association étudiante et il est possible que certaines personnes s'y identifient plus qu'à leur association. De plus, le conseil de sections aura à sa disposition un budget de 24\$ par étudiant-e alors que celui de l'association étudiante de Sept-Iles est de 15\$».

C'est sur le principe de «diviser pour régner», que le gouvernement actuel a utilisé à souhait dans le mouvement étudiant national, que les administrations locales tentent de retirer aux associations étudiantes le volet important que sont les activités étudiantes en implantant des «associations étudiantes parallèles». Joël Ross poursuit en disant que «nous désirons l'abolition de ces structures et que les étudiantes et étudiants qui y participent viennent faire le même travail que celui qu'ils et elles font présentement, mais au sein de l'association étudiante.»

La Direction des services aux étudiants s'ingère ainsi dans le fonctionnement et les activités des associations étudiantes, mais, de plus, elle met sur pied une structure qui pourra lui servir quand elle désirera contester la légitimité de l'association étudiante.

Ce que nous devons aussi voir,

c'est que ces faits ne sont qu'un autre chapitre dans le retrait des acquis des associations étudiantes. Par le passé, les budgets des services des sports et du socio-culturels étaient sous la responsabilité des associations étudiantes mais dans la plupart des cas les administrations se les sont appropriés. Plus tard, le gouvernement émettait la directive 204.07 rendant facultative la perception des cotisations étudiantes. Plus tard la loi 32, dite loi sur la reconnaissance et le financement des associations étudiantes, n'a résolu aucun des cas de non-reconnaissance, au contraire ceux-ci sont aujourd'hui plus nombreux. Maintenant c'est directement la réalisation des activités des associations étudiantes que les administrations collégiales veulent s'appropriées dans le but évident de drainer l'intérêt des étudiants et des étudiantes vers la coopération avec l'administration.

Toute association étudiante doit réaliser des activités, pour ses membres, défendre leurs intérêts au niveau local ainsi qu'au national. Une association étudiante qui ne remplirait pas ces facettes de son rôle ne serait pas complète et c'est probablement le but que visent les administrateurs-trices des CEGEPs.

LA QUINZAINE-JEUNESSE DE LA CEQ

- De nombreux appuis
- Une activité jugée intéressante

par Claude Dionne

La Quinzaine-Jeunesse de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) se tient du 7 au 19 octobre et l'accueil qui lui est réservé est globalement positif.

«Ainsi, explique Diane Fortin, de l'équipe pédagogique de la CEQ, la Commission des écoles catholiques de Québec a libéré une demi-journée pour préparer les différentes activités de la Quinzaine. À la Commission Jérôme-Le-Royer, un appui officiel a été voté par le Conseil des commissaires, c'est très encourageant.»

La Quinzaine-Jeunesse est élaborée autour d'un cahier pédagogique produit par la CEQ et intitulé «La jeunesse s'engage au-delà des (maux) mots». Ce cahier, surtout utilisé dans les écoles primaires et secondaires, est également employé dans les CEGEP. «Des 46 activités du cahier, une trentaine peuvent être réalisées au niveau collégial. Des enseignantes et des ensei-

gnants utiliseront sûrement certaines des fiches qui correspondent à leurs cours, précise Mme Fortin.»

La CEQ par cette activité, entend donner la parole aux jeunes, leur donner la possibilité de s'exprimer sur leur vécu quotidien et leur permettre de prendre la place qui leur revient. «Cette volonté a été présente tout au long de notre démarche. Par exemple, plusieurs groupes de jeunes, l'ANEQ, la JEC, le RAJ, le MECQ, la JOC, ont collaboré à l'élaboration des fiches contenues dans le cahier, rappelle la conseillère pédagogique de la CEQ.»

Bien que les activités de la Quinzaine-Jeunesse se terminent officiellement le 19 octobre, le cahier peut être utilisé tout au cours de l'année, les activités pédagogiques qu'il propose étant très diversifiées. Le cahier est disponible à la CEQ, 2336, chemin Ste-Foy, C.P. 5800, Québec, G1V 4E5 (2,50\$ jusqu'au 19 octobre, et 4,00\$ à partir du 20 octobre).

LA CECM FAIT EXCEPTION

Le cahier pédagogique est interdit

MONTRÉAL (CD) — Même s'il a été recommandé par ses services pédagogiques et son service de pastorale, le Conseil des commissaires de la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM) a refusé d'appuyer la Quinzaine-Jeunesse de la CEQ, jugeant que le cahier pédagogique utilisé dans le cadre de cette activité ne s'inspire pas suffisamment des valeurs chrétiennes.

«Cela surprend beaucoup, note Diane Fortin, membre de l'équipe pédagogique de la CEQ, d'autant plus que des groupes comme la Jeunesse étudiante catholique, la Jeunesse ouvrière chrétienne, ont participé, au même titre que d'autres regroupements de jeunes, à l'élaboration des fiches du cahier.»

La CECM, reconnue pour être «plus catholique que le pape», se sera donc montrée à la hauteur de sa réputation. Pour Jean Robitaille, du Mouvement étudiant chrétien du Québec, qui a participé à l'élaboration du cahier, «les arguments de la CECM ne sont pas très

solides. Même son propre service de pastorale a jugé 'correcte' le cahier de la CEQ.» La décision de la CECM ne restera pas lettre morte? «Il est certain que nous allons suivre cela de près. À la JEC et au MECQ, on va devoir se rencontrer pour décider de ce que nous allons faire», précise M. Robitaille.

Selon des sources non-confirmées, la CECM aurait même envoyé des directives aux directeurs de ses écoles pour qu'ils empêchent la tenue des activités organisées dans le cadre de la Quinzaine-Jeunesse de la CEQ. Cela n'empêche toutefois pas l'Alliance des professeurs de Montréal de donner toute l'information relative à la Quinzaine. «Nous avons les cahiers et il est clair pour nous qu'ils doivent être utilisés. Nous ne partirons pas en guerre contre qui que ce soit, mais nous allons suivre l'évolution de ce dossier. Pour l'instant, l'information et les cahiers sont distribués normalement, affirme Bernard Drodrige, de l'Alliance des professeurs.»

Le directeur congédié

Le directeur général de la CECM, Jean-Claude Rondeau, a été relevé de ses fonctions par le Conseil des commissaires. Les raisons de cette destitution demeurent toujours obscures mais selon un quotidien montréalais, M. Rondeau aurait eu l'heure «d'irriter» les commissaires en se faisant le promoteur de certains dossiers, comme celui d'un centre autogéré de perfectionnement des enseignantes et enseignants.

Le fait que M. Rondeau ait appuyé la Quinzaine-Jeunesse de la CEQ n'a probablement rien à voir avec ce départ forcé, si ce n'est que cette prise de position du directeur général ait pu être la goutte qui a fait déborder le vase.

Ces questions seront sûrement soulevées à nouveau lors de la prochaine réunion du Conseil des commissaires prévue pour le 23 octobre. Des éclaircissements pourront peut-être alors être fournis sur les dernières décisions des commissaires.

LE RAJ EN ACTION

Les États Généraux se tiendront en décembre

par Claude Dionne

MONTRÉAL — Les États Généraux sur l'emploi que le Regroupement autonome des jeunes (RAJ) est actuellement à préparer se tiendront les 7, 8 et 9 décembre prochains, à Montréal. C'est ainsi qu'en a décidé le Comité de coordination national du RAJ, lors d'une réunion qu'il tenait à Montréal, à la fin du mois de septembre.

La décision de tenir des États Généraux a été prise lors du cinquième Congrès du RAJ au début de septembre. Ces États se veulent une «assemblée générale des jeu-

Déjà, le RAJ voit à l'organisation de cette importante réunion en même temps qu'il termine les derniers préparatifs de son Congrès spécial qui aura lieu à la fin du mois, les 25 et 26 octobre, à Joliette, sur la question de l'action politique autonome. Le RAJ doit décider à ce moment qu'elle sera son intervention lors des prochaines élections générales au Québec. Il discutera donc de la pertinence d'appuyer ou de présenter des candidatures ouvrières, populaires, féministes et jeunes.

Le RAJ, pour faire connaître ses activités et donner un moyen d'expression à la jeunesse, publiera aussi, bientôt, un jour-

jeunes péquistes à la fin septembre, au CEGEP du Vieux-Montréal. C'est plus d'une cinquantaine de jeunes qui sont allés-e-s manifester leur mécontentement face aux politiques du gouvernement du Parti Québécois. Les jeunes du RAJ ont toutefois été évacués-e-s lorsqu'ils et elles ont tenté d'entrer à l'intérieur du CEGEP. Cependant, la «dispersion» n'a pas été fa-

cile; l'assemblée des jeunes péquistes a débuté avec plus d'une heure de retard.

Une quarantaine de personnes, dont des étudiantes et étudiants qui participaient à la session de formation de l'ANEQ, ont également tenu une ligne de piquetage «d'information» devant un bureau de scrutin du Parti Québécois, à Québec, le 29 septembre.



nes». Ils doivent permettre de ressembler massivement les membres des organisations combattives de la jeunesse, des syndicats et des groupes féministes et populaires impliqué-e-s dans la lutte pour l'emploi.

Les États Généraux devront formuler des perspectives de luttes et d'actions communes. Le RAJ y proposera d'ailleurs une grève générale de 24 heures pour le mois de mars.

nal qu'il compte diffuser à travers le Québec.

Le RAJ et le PQ

Comme l'annonçait le dernier numéro du québec ÉTUDIANT, le RAJ a tenu une ligne de piquetage devant l'assemblée des



ENTREVUE AVEC ORLANDO TARDENCILLA

Solidarité internationale

Le mois d'octobre comporte un nombre impressionnant d'activités de solidarité internationale. Entre autres, deux importantes tournées se dérouleront au Québec pendant tout le mois, une des jeunes Sandinistes du Nicaragua, l'autre avec des jeunes Sud-Africains et Sud-Africaines.

Le québec ÉTUDIANT a donc préparé pour ses lectrices et lecteurs un dossier sur la solidarité internationale. Bien sûr, les pages ci-contre ne sont pas complètes. On y trouvera cependant plusieurs informations.

Une entrevue a été réalisée avec Orlando Tardencilla, un membre de la Jeunesse Sandiniste, âgé de 22 ans et député à l'Assemblée nationale du Nicaragua.

Le québec ÉTUDIANT présente également ici différents textes expliquant les deux tournées organisées au Québec.

Finalement, un dernier texte sur le Salvador traite de la situation qui prévaut actuellement dans ce petit pays d'Amérique Centrale.

Il est possible d'obtenir plus d'informations sur ces questions en contactant les organisations concernées, ou l'ANEQ.

Développer la solidarité entre les peuples

Tout d'abord, peux-tu nous expliquer ce que c'est la Jeunesse Sandiniste du Nicaragua?

C'est une organisation politique: c'est le «bras» jeune du Front sandiniste pour la libération nationale (FSLN). Toutefois, la «Juventud Sandinista» possède ses propres structures.

Qui peut être membre de la Jeunesse Sandiniste?

Tous les jeunes qui ont plus de 14 ans, qui veulent défendre la patrie et qui n'ont pas appartenu à la garde somoziste. Ce n'est pas une organisation fermée, restreinte; elle est ouverte à l'ensemble de la jeunesse nicaraguayenne.

Quel est le rôle de la Jeunesse Sandiniste?

Les jeunes Sandinistes font un important travail dans la population: ils aident à la production nationale, défendent militairement la Révolution contre les attaques de l'impérialisme américain et défendent aussi les droits politiques: le droit au travail, le droit aux sports, le droit à la culture.

Les jeunes Sandinistes assument également une grande partie de l'éducation des enfants et travaillent au niveau des relations internationales.

Peux-tu nous parler un peu plus de l'éducation des enfants?

Il faut comprendre que pour nous les enfants, c'est la relève. Nous devons donc leur expliquer ce que signifie la Révolution, ce que nous avons vécu sous le régime de Somoza, les 50 000 jeunes qui sont morts pendant la guerre. Nous leur parlons de cela, car ils doivent connaître l'histoire de leur pays.

La formation que nous donnons est une formation critique. Nous ne voulons pas que les étudiants soient passifs. Les jeunes, si cela est nécessaire, doivent pouvoir faire des pressions sur le gouvernement et éviter ainsi que ce dernier ne devienne qu'un groupe de bureaucrates.

Les enfants doivent savoir ce qui se passe.

Nous savons que les jeunes Sandinistes ont beaucoup collaboré à la campagne d'alphabétisation en 1980. Comment cela s'est-il passé?

Trois mois après la Révolution, nous avons formé une «armée d'alphabétisation». Cela a nécessité quatre mois de préparation, de structuration, et c'est 100 000 jeunes qui ont parcouru tout le pays, jusque dans les coins les plus reculés, pour apprendre à lire à la population, mais aussi pour lui donner des informations sur la santé. Cela a été un échange où les jeunes, de leur côté, ont pu connaître les problèmes des paysans, découvrir leur réalité.

Le 23 août 1980, à la fin de la campagne qui avait débuté le 23 mars, tout le monde avait appris à lire. (Sous le régime de Somoza, seulement 6% à 8% de la population savait lire.) Des groupes d'éducation des adultes ont été mis sur pied. Aujourd'hui, parce qu'ils peuvent lire des livres techniques, ces groupes peuvent s'informer et se développer. Cela est important pour notre pays.

Le problème de l'analphabétisme a été résolu. Mais, il reste encore des problèmes. Quels sont-ils?

Il y en a plusieurs. Nous ne pouvons pas tous les régler en six ans. Il y a, par exemple, le manque de ressources. Notre matériel est, trop souvent, artisanal. Nous devons transformer notre technologie, la moderniser.

Actuellement, si une rue est mauvaise, ce n'est pas à cause du gouvernement. Nous avons un gouvernement révolutionnaire, c'est le gouvernement du peuple. Si la rue est mauvaise, c'est à cause d'un manque de ressources. Voilà un gros problème.

Nous avons aussi des difficultés au niveau de l'économie nationale. Notre économie, sous Somoza, était basée uniquement sur les exportations, sans tenir compte des besoins de la population. Aujourd'hui, il nous fait diversifier notre économie.

Nous devons aussi améliorer les moyens de transport, la nourriture et la santé. À ce niveau, nous avons fait plu-

sieurs campagnes. C'est parce que nous avons visité toutes les maisons pour expliquer comment éliminer la polio que maintenant elle a presque disparu.

Finalement, nous devons constamment tenir compte du fait que la population est très jeune (80% des gens ont moins de trente ans) et qu'elle augmente sans cesse, rapidement. Pour nous, par exemple, Daniel Ortega, notre président, qui a 42 ans, est très vieux!

Quelle est la situation des femmes au Nicaragua?

Nous luttons pour que les femmes s'impliquent le plus possible dans le processus révolutionnaire. Ce n'est évidemment pas facile car nous ne pouvons changer instantanément des décennies d'éducation à la soumission. Les femmes, comme les jeunes, n'en demeurent pas moins un facteur très dynamique: par exemple, elles représentent la moitié des combattants.

Qu'est-ce que la «journée-type» d'un ou d'une jeune Sandiniste, une étudiante ou un étudiant, par exemple?

Il se lève à six heures le matin, déjeune puis va étudier durant toute l'avant-midi. Après le dîner, pendant l'après-midi, il va aider les paysans ou les ouvriers, dans un secteur qui correspond à son champ d'étude. Finalement, c'est le soir, et la soirée est consacrée à des activités à caractère plus culturel; les jeunes sortent ensemble, rencontrent leurs amis et discutent.

Que penses-tu d'une tournée comme celle qu'organise la Coalition de la Tournée de la Jeunesse Sandiniste?

Cela favorise les échanges entre nos deux peuples. Nous pouvons rencontrer des amis, des gens convaincus, épris de justice. Nous pouvons faire connaître notre expérience et découvrir notre réalité où il n'est pas toujours facile de décider de son futur.

Avec la Tournée, nous pouvons développer une grande solidarité. Et cela est important.

Merci, Orlando.

EL SALVADOR

La lutte se poursuit

Durant les dernières semaines, les journaux ont parlé de l'enlèvement, au Salvador, de la fille du président Napoleon Duarte. Le Salvador vit toutefois une crise qui dépasse largement cet enlèvement. L'auteur, rédacteur à l'agence *Salvapresse*, présente ici la situation qui prévaut actuellement dans ce petit pays d'Amérique Centrale.

Le président du Salvador, M. Napoleon Duarte, doit être bien triste en ce moment: sa fille, Ines, a été séquestrée et a disparu jusqu'à nouvel ordre. Les médias, au Salvador comme au Québec, n'ont pas oublié d'insister sur l'événement. Résultat: on en oublie presque les promesses électorales que le candidat Duarte a faites il y a un an et demi; on en oublie le dialogue avec l'opposition, interrompu par Duarte depuis bientôt dix mois; on en oublie le désastre économique dans lequel s'enfoncent le Salvador; on en oublie le mécontentement social croissant qui en résulte; on en oublie la répression qui y répond; on en oublie le contrôle quasi-total des États-Unis sur la vie politique, économique et militaire au Salvador; on en oublie les bombardements des forces aériennes du Salvador qui continuent à coûter la vie, chaque mois, à des centaines de paysans de ce pays. Et pour finir, avec l'enlèvement de sa fille, c'est Duarte qui passe pour une victime.

Lorsqu'il a été élu président en mars 1984, Napoleon Duarte s'est présenté comme la seule alternative possible pour résoudre les problèmes du pays. Il avait alors promis de rechercher la paix par le dialogue avec la guérilla, de poursuivre la réforme agraire réclamée depuis longtemps et surtout de mettre fin à la situation révoltante des droits humains. Il était d'ailleurs temps pour Duarte de poser des gestes concrets, car depuis quelques mois les activités syndicales et les manifestations populaires, réprimées par la terreur en 1980 et 1981, ont recommencé dans les villes.

Du côté de la réforme agraire, la déception ne s'est pas fait attendre: un mois après l'élection présidentielle, l'Assemblée nationale décréait tout simplement un «point final définitif» à toute poursuite de la réforme agraire. Par ailleurs, les négociations avec l'opposition ont commencé à se faire attendre. Le mécontentement, y compris de la part de secteurs proches du Parti démocrate-chrétien de Duarte, est sans doute l'un des facteurs essentiels qui l'ont poussé à rencontrer les dirigeants du Front démocratique révolutionnaire (FDR) et du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) à deux reprises (le 10 octobre et le 30 novembre 1984). Mais depuis, plus rien.



Par contre, l'agitation sociale n'a cessé de s'intensifier. Le premier mai dernier, plus de 30 000 personnes participaient à des manifestations. Quelques mois seulement auparavant, personne n'aurait osé prévoir une mobilisation d'une telle ampleur. Les grèves se sont multipliées; celle des 4 000 travailleurs de l'Association nationale des aqueducs et des égouts (ANEA, société d'État), qui se produisit quelques semaines après le premier mai, a

été suivie par l'occupation militaire des usines et le renvoi de 50 syndicalistes, puis le 28 août dernier, par le renvoi de 126 autres employés. Le même scénario s'est produit pour plusieurs grèves. Résultat: au cours des six premiers mois de cette année, 7 syndicalistes et 55 étudiants ont été assassinés par les forces de sécurité, 158 personnes ont été arrêtées et 58 d'entre elles sont considérées comme disparues.

(suite à la page 7)

«ÊTRE JEUNE EN AFRIQUE DU SUD»

Une tournée au Québec sur l'apartheid

par Pierre Beauregard

Deux Jeunes Sud-Africain-e-s seront en tournée au Québec du 21 octobre au 8 novembre pour sensibiliser la population québécoise au problème de l'apartheid. Dans le cadre de cette tournée, plusieurs CEGEP (13) et universités (6) accueilleront les étudiant-e-s d'Afrique du Sud.

La tournée, dont le thème est «Être jeune en Afrique du Sud?», est un projet qui s'inscrit dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse. Il

alors disponibles. Outre les personnes-ressources, il y aura différents dossiers, un diaporama, un kiosque, des posters, etc. qui pourront être mis à la disposition des associations étudiantes. Les personnes-ressources nous ferons part de ce qu'on peut faire pour appuyer concrètement les jeunes Sud-Africains et Sud-Africaines.

Parallèlement à la tournée, des enseignant-e-s du niveau collégial donneront un cours sur l'Afrique du Sud. Les étudiantes et les étudiants sont in-

bique et l'Afrique Australe (CIDMAA), en collaboration avec plusieurs groupes.

L'Association Nationale des Étudiants et Étudiantes du Québec (ANEQ); La Presse Étudiante du Québec (PEQ); Le Regroupement Autonome des Jeunes (RAJ); L'Association Générale Étudiante de l'UQAM (AGEUQAM); Le Mouvement des Étudiants et Étudiantes Chrétiens du Québec (MEECQ); La Fédération Nationale des Enseignants et Enseignantes du Québec (FNEEQ); Le Comité Afrique du Sud de McGill; Le mouvement des Étudiants Africains de Montréal (MEAM); Le Groupe de Recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique (GRILA).

HORAIRE DE LA JOURNÉE SUD-AFRICAINE

21 octobre: CEGEP de St-Hyacinthe; **22 octobre:** Université de Sherbrooke; **23 octobre:** CEGEP de la région de l'amiante; **24 et 25 octobre:** CEGEP F.X. Garneau, université Laval, CEGEP Lévis Lauzon; **28 octobre:** Université du Québec à Rimouski; **29 octobre:** CEGEP de Jonquière, université du Québec à Chicoutimi; **1er novembre:** CEGEP de l'Abitibi-Témiscamingue; **4 novembre:** Collège de l'Assomption; **5 au 8 novembre:** CEGEP Maisonneuve, Rosemont, Bois-de-Boulogne, Dawson, université du Québec à Montréal, université de Montréal, et université McGill.

doit permettre aux jeunes de concrétiser une réflexion et d'engager une action sur les problèmes du tiers-monde, plus spécifiquement sur l'Afrique du Sud. Le projet désire encourager l'échange d'idées et d'actions entre les jeunes d'ici et des jeunes d'Afrique du Sud, en impliquant des participants et participantes du mouvement étudiant, des groupes de jeunes du Québec et de l'Afrique du Sud. Divers instruments seront

utilisés à préparer des travaux sur le thème «Être jeune en Afrique du Sud?» dès la mi-session. Le concours est ouvert à tous les cégépiens et à toutes les cégépiennes. Les travaux devront être soumis à la fin novembre. Un jury choisira, au début décembre, les gagnants et les gagnantes qui se mériteront un voyage à l'ONU en fin de session.

Le projet est réalisé par le Centre d'information et de documentation sur le Mozam-

¡Nicaragua libre!

Soirée de solidarité
2 novembre 1985 - 19h30

Sous-sol de l'Église St-Stanislas
1370, rue St-Joseph est (coin Garnier)
MÉTRO LAURIER

travailleur-euse: 5\$
étudiant-e et sans-emploi: 2\$

Garderie sur place

La «Juventud Sandinista» au Québec

Depuis le 19 juillet 1979, le Nicaragua est entré dans une nouvelle phase de développement économique et social. Cette année-là, le peuple nicaraguayen participait à l'insurrection, initiée et coordonnée par le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN), qui allait renverser une dictature vieille de plus de 50 ans. Cette dictature laissait derrière elle des dizaines de milliers de morts et de «disparus». Elle avait conduit le peuple nicaraguayen dans le sous-développement et la misère.

Depuis cette date, le peuple du Nicaragua a consenti nombre d'efforts afin d'améliorer le sort de tous et de toutes. Mais les succès politiques, économiques et sociaux du peuple nicaraguayen n'allaient pas laisser le gouvernement des États-Unis indifférent. Celui-ci ne pouvait tolérer que le Nicaragua prenne en main lui-même sa propre destinée dans ce qu'il considère comme son arrièrecour.

La Juventud Sandinista 19 de Julio a été créée en août 1979. Elle exprime sur le plan organi-

sationnel la volonté grandissante de la jeunesse du Nicaragua de s'intégrer au processus révolutionnaire. La Jeunesse Sandiniste étend son action à la grandeur du pays et regroupe près de 30% de l'ensemble des jeunes.

Une délégation de la Jeunesse Sandiniste séjournera au Québec du 5 octobre au 2 novembre 1985 afin de sensibiliser les jeunes et l'ensemble de la population québécoise à la situation et aux besoins de l'ensemble des peuples de l'Amérique centrale, et plus particulièrement du Nicaragua.

Les jeunes du Québec ne peuvent rester indifférents devant le combat que mènent leurs camarades du Nicaragua! Une éventuelle défaite du peuple et de la jeunesse nicaraguayens aurait pour effet de renforcer la mainmise de l'administration Reagan sur les affaires de ce monde et elle signifierait par le fait même un recul pour la lutte des jeunes ici même au Québec.

Tout au long de la tournée, qui est organisée par une qua-

rantaine de groupes de jeunes et de solidarité du Québec, on amassera du matériel qui est actuellement nécessaire aux jeunes du Nicaragua et à la Jeunesse Sandiniste pour la poursuite de leurs activités. C'est là une façon concrète de manifester son soutien aux jeunes de ce pays.

La Jeunesse Sandiniste a besoin d'imperméables et de couvertures qui sont indispensables lors des récoltes et pour les activités de défense.

La Jeunesse Sandiniste a également besoin de matériel d'impression et de matériel photographique pour assurer la production de son journal, *Los Muchachos*.

Nous vous invitons donc à faire parvenir votre soutien financier ou matériel à:

TOURNÉE DE LA JEUNESSE SANDINISTE
a/s Association Nationale des étudiants et étudiantes du Québec
1581, rue Dufresne
Montréal, H2K 3J6
(514) 526-5449

Le Secrétariat de la Tournée de la Jeunesse Sandiniste



Les États-Unis sont présents au Salvador

(suite de la page 6)

Il est donc inutile de préciser que les promesses de Duarte concernant les droits humains sont restées lettre morte; il y a plus grave à ce sujet: il y a la guerre. Depuis 10 mois, les demandes répétées du FMLN pour reprendre le dialogue sont restées sans réponse et on se bat dans presque tout le pays. L'armée salvadorienne a une tactique sanglante: 50 tonnes de bombes sont déversées chaque mois sur la population des campagnes salvadoriennes (*New York Times* du 18 juillet 1985). Il s'agit d'une tactique ardemment défendue par les conseillers américains en poste au Salvador. L'an passé, le chef de ces conseillers, le colonel Stringham expliquait, dans une déclaration aux journalistes, qu'il fallait faire la différence entre les «civils» et les «masses»; les «masses» sont des civils qui vivent dans des zones d'influence de la guérilla et qui «ne peu-

vent pas être innocentes». Pour Stringham, ces civils sont donc des objectifs militaires. Il est difficile de trouver des chiffres précis sur les civils tués par ces bombardements intentionnels. L'organisme «Socorro juridico» du Salvador relève la mort de 1235 civils sous les bombardements au cours des quatre premiers mois de 1984. Depuis cette date, le nombre d'hélicoptères a plus que doublé au Salvador et le modèle Hughes ainsi que le bimoteur AC-47 ont fait leur apparition, tous les deux équipés de canons à tir rapide (6 000 coups/min.). Ajoutons-y les armes chimiques (napalm et phosphore blanc), dont l'utilisation est courante d'après les organisations humanitaires et la Croix-Rouge. On sait d'autre part, par un article du *Washington Post* de février 1983, que l'administration Reagan avait approuvé la livraison de phosphore blanc

au Salvador.

Le but militaire est d'éliminer la population civile qui pourrait soutenir la guérilla. Aujourd'hui, le FMLN a étendu le conflit dans 60% du pays, dans les zones très peuplées, les centres économiques et la capitale. Cela fait beaucoup de «masses» à éliminer, comme dirait le colonel Stringham. Le département d'État a d'ailleurs récemment avoué, d'après le *Post*, qu'aucun camp n'était en mesure de prendre le dessus militairement.

Les plans de Washington ont donc connu quelques déboires. Car, ne nous y trompons pas, l'élection de Duarte a été surtout une arme politique permettant aux Américains de poursuivre leurs plans contre-insurrectionnels: Duarte a garanti l'image «démocratique» et le Congrès américain a voté l'aide économique et militaire demandée par l'administration Rea-

gan pour le Salvador.

Mais les choses vont vite; le plan contre-insurrectionnel est loin d'aboutir et son support politique, le président Duarte, perd du terrain d'une façon qui semble irréversible.

La question reste à savoir si les États-Unis voudront poursuivre le plan contre-insurrectionnel malgré l'impopularité de Duarte et quitte à faire le travail eux-mêmes comme au Viêt-Nam, ou si, à la rigueur, ils préféreront renvoyer Duarte dialoguer avec le FMLN-FDR. Car, finalement, il semble de plus en plus clair que c'est à Washington que les décisions sont prises.

FERNANDO GIL

Échanger un F-18 contre des emplois pour la paix

(Unité, BNIR) Comme chaque année, depuis quelques temps, le mois d'octobre sera le théâtre d'une activité importante pour la paix dans le monde: *La marche pour la paix*.

«Un F-18 pour la paix», voilà le thème de cette année. Le 19 octobre, tous les gens sont donc conviés à venir appuyer de leur présence un projet bien particulier. Celui-ci consiste à réclamer que la valeur monétaire d'un F-18 soit investi dans des emplois pour la paix.

Il s'agit, en fait, par le biais de la marche annuelle pour le désarmement, de faire un

événement majeur pour forcer le gouvernement canadien à octroyer un fonds pour la paix équivalent au coût d'un F-18. Ce fonds est petit si on le compare au budget total du ministère de la Défense ou au nombre de F-18 construits. Pourtant, cela peut permettre de réaliser de nombreux projets.

Pour vous donner une petite idée: sachez qu'un F-18 vaut environ 62 millions de dollars et qu'avec cette somme on pourrait, par exemple, acheter 269 autobus ou encore nourrir une famille pendant 12,000 ans! Ainsi, avec cet argent l'on pourrait financer

plusieurs projets visant à satisfaire les besoins les plus urgents de l'humanité.

La condition nécessaire pour la paix, c'est de promouvoir une justice économique et sociale à l'échelle mondiale et de reconnaître le droit à tous les peuples d'avoir part aux généreuses ressources de la terre.

Ces projets pourraient donc prendre, ici, la forme de création d'emplois permanents pour produire des biens socialement utiles.

«Échanger un F-18 contre les emplois pour la paix», c'est un rendez-vous pour toutes les personnes voulant la paix dans le monde.



CRISE FINANCIÈRE À LA STCUM

Hausse de tarifs et coupures de services

par Jean-Pierre Paquet

MONTREAL — «Il devient de plus en plus difficile de boucler le budget sans diminuer de façon importante la qualité des services ou sans augmenter de façon inacceptable les tarifs».

C'est ce qu'a déclaré la PDG de la STCUM, Louise Roy, lors du dépôt de son rapport à la Commission de l'évaluation des finances de la CUM en septembre dernier.

Ces déclarations viennent renforcer le rapport que le trésorier de la STCUM a déposé au mois de juin devant la même commission. Ce dernier prévoyait couper 25 lignes d'autobus, fermer le métro 1/2 heure plus tôt le soir et augmenter graduellement le coût de la CAM à \$41.75 d'ici 1990.

La STCUM prévoit atteindre un déficit de \$100 millions au terme de cette année et déboucherait sur une crise financière majeure en 1986 et 1987. Cette crise est due, selon la PDG, à l'effet cumulatif du plafonnement des subventions gouvernementales et de l'ouverture prochaine de la ligne 5 du métro.

Mis à part l'annonce de quelques mesures visant à rendre le système de transport plus effi-

cace (voies réservées aux autobus...) ou à accroître la performance interne de la Société (informatisation...), la STCUM compte faire reporter sur les épaules des usagers-es le poids du déficit. Pis encore, la STCUM justifie la hausse de la part des usagers-es en invoquant qu'il faut «réduire l'impact des modifications possibles, parfois à très court terme, des politiques de financement du gouvernement et de la CUM».

Évitant de blâmer le gouvernement qui vient de plafonner ses subventions au transport en commun, ou les membres de la CUM dont la contribution demeure la plus basse parmi les trois sources de revenus, la PDG constate que «des augmentations de tarifs paraissent donc inévitables, dans la mesure où le gouvernement et les municipalités veulent limiter le rythme de leur participation.»

Désirant «stabiliser» les revenus de la Société, Mme Roy écrit dans son rapport: «Il faut que d'ici quelques années, les revenus autonomes de la STCUM couvrent 50% de ses dépenses». La part des usagers-es présentent actuellement 43% de ses revenus. La hausse de cette contribution en pourcentage s'ajouterait aux hausses dues à l'inflation et au déficit.

L'ANEQ AUX AUDIENCES PUBLIQUES DE LA CUM

«Dégager de nouvelles ressources»

MONTREAL (JPP) — Aux côtés de la CSN, de la FTQ et du groupe Transport 2000, le Conseil Régional de Montréal de l'ANEQ participait le mois dernier aux audiences de la Communauté Urbaine de Montréal par le dépôt d'un mémoire sur le financement et le développement du transport en commun.

Dans son mémoire, l'ANEQ s'attarde principalement à blâmer la STCUM qui, malgré le mandat lui ayant été confié il y a deux ans, n'a pas procédé à la recherche de moyens pour éviter une nouvelle hausse des tarifs.

Déjà au fait que la STCUM tenterait une fois de plus de justifier une hausse des tarifs en disant qu'elle «n'a pas le choix», les quatre groupes ont fait la démonstration irréfutable de l'existence de solutions multi-

ples au problème de financement du transport en commun.

Ces solutions dépendent toutefois de la volonté des autorités d'accorder priorité au transport en commun et d'orienter en conséquence les politiques aux niveaux de l'aménagement urbain et de la fiscalité municipale.

Ainsi, l'ANEQ a clairement fait savoir aux commissaires de la CUM qu'il n'est plus permis de se défilier et qu'il faut immédiatement procéder à une évaluation précise de la contribution au financement du transport en commun qu'apportent ces importants bénéficiaires du réseau que sont les commerces et les entreprises.

À la lumière de ce qui existe dans plusieurs grandes villes du monde, l'ANEQ a enjoint la CUM à dégager de nouvelles ressources en développant une

politique fiscale inscrivant les commerces et les entreprises comme partenaires directs du financement de la STCUM.

Présentant le transport en commun comme un service essentiel et un élément d'équité sociale, l'ANEQ a rappelé aux commissaires l'appauvrissement des couches populaires, bassin captif du transport en commun. Ainsi, une nouvelle hausse de tarifs apparaîtrait anti-populaire alors que le salaire minimum est gelé à \$4.00 depuis 1981 (ce qui équivaut à \$3.26 en 1985), et que 52% des jeunes de moins de 25 ans touchent ce salaire.

À l'unisson avec les groupes présents, l'ANEQ a exigé le développement des tarifs préférentiels pour les étudiants-es, indépendamment de leur âge, des assistés-es sociaux-ales et des personnes âgées.



Où s'en va la STCUM?